# La stratégie de gestion de fortune des années 2000 : conséquences pratiques

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

## Ce que la décennie a laissé

La stratégie de gestion de fortune des années 2000 a laissé un héritage juridique et institutionnel qui façonne la pratique actuelle. La section 47 du Banking Act régit toujours la confidentialité des informations relatives aux clients, bien qu'elle ait été modifiée depuis.[1] Le Trustees Act contient toujours la protection contre la réserve héréditaire et la disposition sur les pouvoirs réservés de 2004. Les trustees professionnels restent soumis au Trust Companies Act. Les sociétés fiduciaires privées, les sociétés holding d'investissement familiales et les centres de comptabilisation des banques privées étrangères datent tous, dans leur forme actuelle, de cette décennie.

La décennie a aussi laissé un stock de relations clients nouées sous d'autres attentes. Les comptes ouverts entre 2000 et 2009 l'ont été à une époque où la fraude fiscale étrangère n'était pas une infraction préalable au blanchiment d'argent à Singapour et où l'échange automatique de renseignements n'existait pas encore. Nombre de ces

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

relations ont ensuite été régularisées ou clôturées, un processus décrit au chapitre II de la partie E. Les conseillers qui examinent des structures anciennes doivent garder ce contexte à l'esprit, car la documentation des relations plus anciennes reflète souvent les normes de son époque.

## Liste de contrôle pour les conseillers examinant des structures des années 2000

- Déterminer le droit applicable et la date de constitution de tout trust singapourien, puisque les trusts prenant effet à compter du 15 décembre 2004 sont soumis à la période de perpétuité fixe de 100 ans.
- Vérifier si le constituant s'est réservé des pouvoirs et si ces pouvoirs restent dans les limites des fonctions de placement et de gestion d'actifs protégées par la section 90(5) du Trustees Act.
- Lorsqu'une famille invoque la section 90(2) contre des prétentions étrangères fondées sur la réserve héréditaire, confirmer la capacité du constituant selon le droit de Singapour, le droit de son domicile ou de sa nationalité ou la loi applicable au transfert.
- Vérifier si une société fiduciaire privée a été utilisée et si elle remplit toujours les conditions d'exemption prévues par le Trust Companies Act et ses règlements d'application.
- Considérer les voies de divulgation de la Third Schedule du Banking Act comme exhaustives lorsque vous conseillez sur une divulgation par une banque, conformément à l'arrêt *Susilawati v American Express Bank Ltd.*
- Examiner le statut fiscal des avoirs hérités du passé dans chaque pays de résidence du constituant et des bénéficiaires, puisque la confidentialité à Singapour ne protège plus les avoirs non déclarés contre l'échange de renseignements.
- Documenter l'origine du patrimoine pour les avoirs transférés à Singapour au cours de la décennie, car les banques appliquent désormais aux relations anciennes les normes actuelles de lutte contre le blanchiment d'argent.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

# Notes

1. L'intitulé de la section 47 aurait été modifié de « Banking secrecy » en « Privacy of customer information » par une modification de 2016. ↩

## Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com